



Démarche : Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Organisme : Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE)

Identité du demandeur

Email

Etablissement
Numéro TAHITI

Dénomination

Forme juridique

Formulaire

La démarche TDLR ne doit concerner qu'un seul produit (un code SH par formulaire). Le formulaire comprend de nombreux champs, mais vous pouvez enregistrer votre formulaire en cours de saisie pour le poursuivre ultérieurement. Veuillez rassembler les pièces justificatives précisées ci-dessous avant de commencer la saisie de ce formulaire.

Pour les entreprises ayant plusieurs demandes de TDLR, il est possible de dupliquer le premier formulaire qui aura été rempli (voir bouton Actions sur la démarche remplie). Vous pourrez l'adapter pour le nouveau code SH concerné.

Finalité du traitement
Ce traitement a pour finalité la gestion des demandes de taxation destinée à protéger les productions locales (taux de TDLR).
Notez bien : La fourniture des données marquées d'un astérisque est obligatoire, à défaut votre dossier ne pourra être traité.

Base légale
Le traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de la DGAE, en matière économique. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la [loi du pays n° 2025-37 du 9 décembre 2025 portant institution de la taxe de développement local renouvelée](https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=1033865) réglementant la TDLR applicable en Polynésie française et de son [arrêté d'application](https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=1034535).

Protection des données personnelles – Informations
Vos données personnelles, collectées via ce formulaire sur la plateforme « Mes-Démarches.gov.pf », font l'objet d'un traitement par la Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE).

Les données sont conservées dans l'application « Mes-Démarches » pendant 12 mois. Elles sont conservées à la DGAE pendant toute la durée de l'activité puis 1 an après la cessation d'activité.

Vous disposez, après justification de votre identité, des droits d'accès, de rectification et du droit à la limitation de vos données. Sous certaines conditions, vous disposez du droit de vous opposer à leur traitement, ou d'en demander la suppression.
Vous pouvez exercer vos droits en complétant [ce formulaire](https://api.dastr.eu/v1/client/data-subject-request/page?id=1192&key=9C2yjQRSM2IGliz14I0r746ZKnGsHjLcEba2YV99Exj).
Vous pouvez également exercer vos droits par courrier postal : Déléguée à la Protection des Données, Direction du Système d'Information, BP 4574 – 98713 Papeete - TAHITI.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

Type de personne morale

Forme juridique

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

Entreprise individuelle

EURL

SARL

SA

SAS

SNC

Raison sociale

Raison sociale

Enseigne

Numéro au Registre du Commerce et des Sociétés

Date d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Produire un extrait K ou Kbis de moins d'un an

L'extrait K concerne les entreprises individuelles (EI), c'est-à-dire les personnes physiques.

L'extrait Kbis concerne les personnes morales, c'est-à-dire toutes les formes de sociétés commerciales.

Régularité sociale et fiscale

Rappel du contenu de la Loi du Pays n° 2025-37 du 9 décembre 2025 portant institution de la TDLR

En application de l'article LP. 9, la ou les entreprises demanderesse(s) doivent être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année qui précède le dépôt de la demande.

Les documents à joindre doivent donc attester d'une situation régulière au 31/12/2025. Dans le cas d'une situation irrégulière, la demande sera rejetée.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Attestation de régularité fiscale délivrée par la Direction des impôts et des contributions publiques (DICP)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Attestation de régularité fiscale délivrée par la Direction générale des finances publiques (DGFIP)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Attestation de régularité délivrée par la Caisse de Prévoyance sociale (CPS)

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Joindre une attestation de régularité au Régime des salariés (RGS) pour les entreprises employant des salariés, une attestation d'inscription au régime des non-salariés ou au régime des salariés pour le gérant, attestations délivrées par la CPS.

Coordonnées de votre entreprise

Boîte Postale de l'entreprise

Commune de la boîte postale de l'entreprise

Adresse géographique de l'entreprise

Ex : PK12 côté montagne - lotissement XXXX - immeuble YYYY - servitude ZZZZZ

Commune de l'adresse géographique de l'entreprise

Téléphone de l'entreprise

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

Adresse électronique de l'entreprise

Adresse géographique du lieu de production

Commune du lieu de production en Polynésie française

Activité exercée (code NAF)

En application de l'article LP 2 de la Loi du Pays 2025-37, seuls les biens produits ou fabriqués par des industries de Polynésie française (ceux résultant d'un processus de transformation suffisant de matières premières, matériaux ou produits semi-ouvrés, défini à l'article LP. 100-2 du code de la concurrence) peuvent faire l'objet d'une mesure de protection.

Activité principale exercée (code NAF)

Code NAF de l'activité principale

Activité(s) secondaire(s)

Code NAF de chaque activité secondaire

2. REPRESENTANT(S) LEGAUX

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Identité du représentant légal

Civilité du représentant légal

Mme

M.

Nom d'usage du représentant légal

En lettres MAJUSCULES

Nom de naissance du représentant légal

En lettres MAJUSCULES

Prénom(s) du représentant légal

Qualité

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

a. Gérant de la SARL, EURL, SNC

b. Président ou Directeur général ou Directeur général de la SAS

c. Directeur général ou Directeur général de la SA

Numéro de téléphone du représentant légal

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

Adresse électronique du représentant légal

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce d'identité du représentant légal

Civilité du représentant légal

Mme

M.

Nom d'usage du représentant légal

En lettres MAJUSCULES

Nom de naissance du représentant légal

En lettres MAJUSCULES

Prénom(s) du représentant légal

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Qualité

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- a. Gérant de la SARL, EURL, SNC
- b. Président ou Directeur général ou Directeur général de la SAS
- c. Directeur général ou Directeur général de la SA

Numéro de téléphone du représentant légal

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

Adresse électronique du représentant légal

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pièce d'identité du représentant légal

Civilité du représentant légal

- Mme
- M.

Nom d'usage du représentant légal

En lettres MAJUSCULES

Nom de naissance du représentant légal

En lettres MAJUSCULES

Prénom(s) du représentant légal

Qualité

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- a. Gérant de la SARL, EURL, SNC
- b. Président ou Directeur général ou Directeur général de la SAS
- c. Directeur général ou Directeur général de la SA

Numéro de téléphone du représentant légal

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

Adresse électronique du représentant légal

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce d'identité du représentant légal

Mandataire

Etes-vous mandataire pour l'entreprise ?

Dans le cas où le représentant légal de l'entreprise vous a délégué la saisie du présent formulaire, veuillez répondre "oui" afin de pouvoir saisir les données vous concernant.

Si vous êtes le représentant légal de l'entreprise, veuillez répondre "non".

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Renseignements sur le mandataire

Civilité du mandataire

Mme

M.

Prénom(s) du mandataire

Autres Prénom(s) du mandataire

Nom d'usage du mandataire

Veuillez indiquer le nom d'usage du mandataire en lettres CAPITALES.

Pour les femmes mariées, veuillez indiquer le nom d'épouse en lettres CAPITALES.

Numéro de téléphone du mandataire

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce d'identité du mandataire

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Mandat

Joindre le mandat vous permettant de représenter l'entreprise.

OBJET DE LA DEMANDE

Objet de la demande

Veuillez indiquer sur quel sujet porte votre demande.

Une seule option possible.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

Instauration

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Modification

Maintien

Instauration du taux TDLR souhaité

Instauration du taux TDLR souhaité

Si votre demande concerne la mise en place d'un taux TDLR, veuillez indiquer le taux TDLR souhaité svp. (voir liste déroulante)

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

20

30

40

50

60

70

Modification du taux TDLR

Modification du taux TDLR actuel

Si votre demande concerne une modification d'un taux TDLR, veuillez indiquer le taux TDLR actuel svp.

Modification du taux TDLR demandé

Si votre demande concerne une modification du taux TDLR actuel, veuillez indiquer le taux TDLR demandé svp (voir liste déroulante).

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

20

30

40

50

60

70

Maintien du taux TDLR actuel

Si votre demande concerne le maintien d'un taux TDLR, veuillez indiquer le taux TDLR actuel svp.

Maintien du taux TDLR actuel

Si votre demande concerne le maintien d'un taux TDLR, veuillez indiquer le taux TDLR actuel svp.

Code SH8 (Nomenclature douanière)

Code SH8

Demande relative à la Taxe de Développement Local Renouvelée (TDLR)

Veillez indiquer le code sur 8 caractères numériques.

Désignation du code SH8

Ce code SH8 est-il actuellement frappé de TDL ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Veillez indiquer le taux de TDL

Saisir un nombre entier sans pourcentage

Quantité importée

Veillez saisir la quantité importée sur l'année N-1 ainsi que l'unité concernée (kg, tonnes, ..).

Dans le cas où vous ne disposez pas de cette donnée, indiquer NA pour non applicable.

Nom(s) de(s) entreprise(s) importatrice(s) du produit

SUBSTITUABILITE

Modalités de renseignement des champs de données

La présente section a vocation à permettre au service instructeur d'apprécier la substituabilité, au sens du 1° du I de l'article LP. 4 alinéa de la LP 2025-37 du 9 décembre 2025, entre le produit fabriqué localement et le(s) produit(s) importé(s) présenté(s) comme concurrent(s).

Description du produit local et du produit importé

Marque et nom du produit local

Description résumée du produit local (principales caractéristiques)

Marque(s) et nom(s) du(des) produit(s) importé(s)

Description résumée du(des) produit(s) importé(s) (principales caractéristiques)

Caractéristiques intrinsèques et extrinsèques du produit local et du produit importé

Modalités de renseignement des champs de données

La présente section a vocation à permettre de comparer les caractéristiques des deux produits au travers de plusieurs questions sur la composition du produit, son mode de fabrication, les modalités d'utilisation et de conservation ainsi que son niveau de prix

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Composition

Les deux produits, local et importé, sont-ils élaborés à partir des mêmes matières premières ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Les deux produits, local et importé, présentent-ils la même composition ou des compositions proches ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

La production des deux produits, local et importé, répond-elle au respect de normes identiques ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

La production des deux produits, local et importé, suit-elle le même process de fabrication ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Présentation

Les deux produits, local et importé, présentent-ils le même format ou des formats proches ?

Deux produits de même nature peuvent être commercialisés suivant des formats très distinctes (ex : pot de 1 litre et de 20 litres...)

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Les deux produits, local et importé, sont-ils commercialisés dans les mêmes types de contenants ?

Deux produits de même nature peuvent être commercialisés dans des contenants différentes (pot, canette, bouteille, etc...)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Conditions d'utilisation

Conservation et stockage

Les deux produits, local et importé, sont-ils conservés ou stockés de la même manière ?

Suivant les caractéristiques des produits, les modalités de conservation peuvent varier (ex: à température ambiante, frais, surgelés, ...)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Les deux produits, local et importé, sont-ils soumis à la même durée de conservation ?

Suivant les caractéristiques des produits, les durées de conservation peuvent varier (ex: DLC, DLUO,...)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Usage et fonction

Les deux produits, local et importé, sont-ils destinés à un même usage?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Les deux produits, local et importé, sont-ils soumis au même coût d'utilisation ?

Suivant les caractéristiques des produits, les coûts peuvent être distincts (ex : découpe, mélange ou chauffage préalable nécessaire)

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

Oui

Non

Non applicable (N/A)

Justifiez votre réponse

Clientèle ciblée

La clientèle des deux produits, local et importé, est-elle identique ?

Suivant les caractéristiques des produits, la clientèle peut en effet différer (ex : particuliers, professionnels, Cafés-hôtels-restaurants, collectivités, ...)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Les deux produits, local et importé, sont-ils présents dans les mêmes magasins et dans les mêmes rayons ?

Suivant les caractéristiques des produits, ces derniers peuvent ne pas être présents dans les mêmes points de ventes et dans les mêmes rayons

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Justifiez votre réponse

Autres protections

Le produit local bénéficie t-il d'un autre dispositif de protection ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Suivant le produit ou le code SH8 concerné, une autre protection peut-être actuellement en vigueur (ex : quota, normes sanitaires, fiscalité distincte...)

Variation de prix

Dans le cas où ce champ ne convient pas pour votre produit, indiquer NA pour NON APPLICABLE.

Si le prix de votre (vos) produit(s) augmentait de 10%, pensez-vous que vous perdriez beaucoup de parts de marché en faveur des produits importés et pour quelles raisons principalement ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Justifiez votre réponse

Comparaison du prix du produit local et du prix du produit importé

Prix de détail du produit local

Prix moyen de détail TTC (perception du consommateur) mesuré sur l'année précédant le dépôt de la demande (en F CFP).

Prix de détail du produit importé

Prix moyen de détail TTC (perception du consommateur) mesuré sur l'année précédant le dépôt de la demande (en F CFP).

Prix de détail du produit importé avec TDL

Veillez préciser si le prix du produit importé est déjà frappé de TDL ou non.

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Ecart de prix de détail entre produit local et produit importé

L'écart de prix de détail entre le produit local et le produit importé est-il suffisamment réduit pour que le consommateur les considère comme concurrents ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Fiches descriptives des produits

Description succincte du produit objet de la protection

Dans le cas où votre demande de protection est recevable, l'information de ce champ sera publiée au JOPF conformément à l'article 3 de l'arrêté 2666 CM du 24 décembre 2025.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Fiche descriptive du produit local

Joindre une fiche descriptive pour le ou les produits locaux

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Désignation des principaux produits importés substituables et la liste des principaux importateurs

Vous pouvez joindre plusieurs pièces.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Fiche descriptive du produit importé

Joindre une fiche descriptive pour le ou les produits importés le cas échéant.

ELIGIBILITE DE LA DEMANDE

Rappel du contenu de la Loi du Pays n° 2025-37 du 9 décembre 2025 portant institution de la TDLR

Seules les entreprises justifiant de la satisfaction d'au moins un des critères listés ci-après peuvent prétendre à l'instauration de la TDLR sur une position du tarif des douanes. Ces critères sont appréciés au regard des données agrégées de l'ensemble des entreprises ayant déposé une demande de protection sur un même secteur de production :

a) Part de marché minimale de 10 % ;

b) Investissement brut minimal total dans des installations techniques, matériels et outillages concourant directement à la chaîne de production industrielle de 50 millions de francs CFP ;

c) Augmentation nette des effectifs salariés cumulés au moins égale à cinq équivalents temps plein employés sous contrat à durée indéterminée.

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Quelle est votre part de marché estimée au 31 décembre précédant le dépôt de la demande sur le code SH8 considéré ?

Quel a été le montant total de vos investissements bruts dans les installations techniques, matériels et outillages concourant directement à la chaîne de production au cours des 5 années précédant le dépôt de votre demande ?

Les investissements considérés doivent être en lien avec la production à protéger : il vous est donc demandé de proratiser le montant total d'investissement par rapport à la production concernée par la demande. Toute indication de montant d'investissement sans rapport entraînera le rejet immédiat de la demande.

Combien l'entreprise a-t-elle recruté de salariés supplémentaires (ETP en contrat à durée indéterminée) entre N-5 et N-1 ?

Ne concerne que la production pour laquelle la protection est demandée : il vous est donc demandé de proratiser le nombre total d'ETP par rapport à la production concernée par la demande.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déclaration du chiffre d'affaire par produit

Joindre une déclaration du chiffre d'affaires par produit faisant l'objet de la demande de protection telle que transmise à la direction des impôts et des contributions publiques (DICP) ou certifiée par un expert comptable ou une déclaration sur l'honneur.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce justificative des investissements réalisés

Joindre une pièce justificative des investissements réalisés au cours des cinq années précédant celle du dépôt de la demande.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièces justificatives ou déclaration sur l'honneur pour les effectifs salariés cumulés

Joindre une pièce justificative ou déclaration sur l'honneur de l'évolution des effectifs salariés en CDI, au cours de l'année précédant celle du dépôt de la demande ainsi que la 5e année précédant celle de ce même dépôt.

DETERMINATION DU NIVEAU DE TAUX DE LA TDLR

Explication

La présente section a vocation à permettre au service instructeur de déterminer le niveau de protection du produit local au regard des critères définis au II de l'article LP. 4 de la LP 2025-37 du 9 décembre 2025.

Accroissement de l'offre

Accroissement quantitatif de l'offre entre N-5 et N-1

Accroissement quantitatif de l'offre à N-5.

Veuillez indiquer les volumes produits en précisant les unités (Kg, tonnes, litres...)

Unité de référence

Vous devez renseigner une des unités de quantité normalisées dans la liste ou préciser

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

Kilogramme (kg)

Mètres (m)

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

- Mètres carrés (m²)
- Mètres cubes (m³)
- Litres (l)
- Pièces/articles (u)
- Paires (2u)
- Jeux ou paquets (jeu/pack/lots)

Quantités produites en N-5 sur le code SH8 considéré (Kg, tonnes, litres, unités...)

Quantités produites en N-1 sur le code SH8 considéré

Accroissement qualitatif de l'offre

Le demandeur a-t-il développé et commercialisé de nouveaux formats, gammes ou lignes de produits au cours des 5 dernières années sur le code SH8 considéré ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Oui
- Non

Précisions concernant les nouveaux formats, gammes ou lignes de produits depuis 5 ans

Décrivez les nouveaux formats, gammes ou lignes de produits introduits depuis 5 ans .

Critère mesuré sur une période de 5 ans précédant la demande.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pièce justificative pour les formats, gammes ou lignes de produits

Veuillez fournir une pièce justificative des lancements de gammes ou formats ou lignes de produits au cours des 5 années précédant celle du dépôt de la demande.

Disponibilité des produits dans les îles de Polynésie française autres que les Iles-du-Vent

Disponibilité du produit local dans les îles de Polynésie française ? (Critère mesuré au 31 décembre de l'année précédant la demande). Vous pouvez cocher plusieurs choix.

Le produit ou les produits du demandeur, pour le code SH8 considéré, sont-ils disponibles dans des îles autres que Tahiti et Moorea ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Oui
- Non

Autres îles concernées

Plusieurs choix sont possibles.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- Iles-sous-le-Vent

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

- Archipel des Australes
- Archipel des Tuamotu-Gambier
- Archipel des Marquises

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pièce justificative de la disponibilité des produits

Joindre une pièce justificative de la disponibilité des produits objets de la demande de protection dans les îles de Polynésie française autres que les Iles-du-Vent.

Création de valeur

Modalités de remplissage des champs de données

Les informations attendues dans cette partie portent sur la totalité de la production de l'entreprise, même si elle inclut plusieurs SH8. Ce critère est mesuré au 31 décembre de l'année précédant la demande.

Les données à remplir ci-après concernent donc l'exercice N-1 et renvoient à la reproduction du contenu de lignes de la liasse fiscale N-1.

Seuls les montants en francs doivent être renseignés, les unités (FCFP, XPF) ne sont pas à mentionner.

Niveau de la valeur ajoutée de l'exercice N-1

Veillez saisir la ligne FC + ligne FF + ligne FI de la liasse fiscale DICP pour l'année N-2 = Chiffre d'affaires N-2 (Critère mesuré au 31 décembre de l'année précédant la demande).

Chiffre d'affaires N-1

Critère mesuré au 31 décembre de l'année précédant la demande.

Valeur Ajoutée N-1

Niveau de valeur ajoutée

Veillez indiquer la valeur ajoutée sur la base du ratio suivant :

$(\text{Valeur ajoutée N-1} / \text{Chiffre d'affaires N-1}) * 100$

Veillez indiquer un nombre entier ou décimal sans pourcentage.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Etats financiers

Joindre les états financiers et leurs annexes faisant apparaître les soldes intermédiaires de gestion.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Liasses fiscales des 2 avant-derniers exercices

Joindre les liasses fiscales des 2 avant-derniers exercices eu égard à l'année de dépôt de la demande.

Création ou maintien de l'emploi local

Demande relative à la Taxe de Développement Local Rénovée (TDLR)

Modalités de remplissage des données

Ce critère est mesuré sur une période de 5 ans précédent la demande. Les données à remplir ci-après ne concernent que la production pour laquelle la protection est demandée : il vous est donc demandé de proratiser le nombre total d'emplois directement protégés par rapport à la production concernée par la demande.

Emplois directs protégés N-5

Nombre d'emplois directs protégés pour l'année N-5

Emplois directs protégés N-1

Nombre d'emplois directs protégés pour l'année N-1

Observation sur l'évolution du nombre d'emplois protégés

L'évolution du nombre d'emplois protégés peut avoir des justifications utiles à fournir (ex : crise de la covid-19, automatisation ou lancement d'une chaîne de production...)

Innovation et investissement dans l'outil productif

Modalités de remplissage des champs de données

Ce critère est mesuré sur une période de 5 ans précédant la demande. Les données à remplir ci-après concernent donc le montant cumulé sur les cinq derniers exercices de plusieurs comptes de l'entreprise et ne concernent que la production pour laquelle la protection est demandée : il vous est demandé de proratiser les montants totaux par rapport à la production concernée par la demande.

Seuls les montants en francs doivent être renseignés, les unités (FCFP, XPF) ne sont pas à mentionner.

203 - Frais de recherche et de développement

205 - Concessions et droits similaires

2115 - Terrains Bâti

213- Constructions

214 - Constructions sur sol d'autrui

215 - Installations techniques

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièces justificatives des investissements réalisés

Joindre une pièce justificative des investissements réalisés au cours des cinq années précédant celle du dépôt de la

Structure du prix du produit local

La structure du prix (détail du calcul du prix de vente moyen) du produit local est obligatoire.
La structure du prix (PRE moyen) du produit importé est facultative.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Structure du prix du produit local

La structure du prix de vente moyen au distributeur, par produit objet de la demande de protection, appliqué l'année précédant celle du dépôt de la demande.

Le prix de vente moyen au distributeur s'entend par unité de référence :

- exemple : pour les boissons, prix de vente moyen au distributeur du litre ,
- autre exemple : pour les mouchoirs, prix de vente moyen au distributeur de l'unité de mouchoir (papier)
- autre exemple : pour les articles de transport ou d'emballage en matière plastique, l'unité de référence sera au kg de plastique transformé localement.

Coût de revient unitaire du produit local

- Exemple : pour les boissons, coût de revient unitaire de production (litre)
- autre exemple : pour les mouchoirs, coût de revient unitaire de production (mouchoir / papier)
- autre exemple : pour les articles de transport ou d'emballage en matière plastique, l'unité de référence sera au kg de plastique transformé localement.

Marge unitaire du fabricant pour le produit local

- Exemple : pour les boissons, marge unitaire moyenne du fabricant au distributeur du litre ,
- autre exemple : pour les mouchoirs, marge unitaire moyenne du fabricant au distributeur de l'unité de mouchoir (papier)
- autre exemple : pour les articles de transport ou d'emballage en matière plastique, l'unité de référence sera au kg de plastique transformé localement.

Prix de vente moyen (par unité de référence) au distributeur pour le produit local

Le prix de vente moyen au distributeur s'entend par unité de référence :

- exemple : pour les boissons, prix de vente moyen au distributeur du litre ,
- autre exemple : pour les mouchoirs, prix de vente moyen au distributeur de l'unité de mouchoir (papier)
- autre exemple : pour les articles de transport ou d'emballage en matière plastique, l'unité de référence sera au kg de plastique transformé localement.

Engagement

Je certifie l'exactitude des informations figurant dans la présente demande et j'ai pris connaissance de la réglementation.

Cochez la mention applicable

Oui

Non